

Questions orales

M. Pepin: De toute façon, je sais que certains députés de l'opposition ont laissé entendre il y a un instant qu'aucun député libéral n'assistait à cette manifestation. Je voulais seulement m'assurer que la population sache que jeudi dernier, des ministres et des députés s'étaient déjà entretenus avec les représentants de groupes régionaux. Je tiens à ce que cela se sache. Ces instances ont été portées à l'attention du ministre des Finances. Il y a quelques jours, en réponse à une question du député de Hamilton, le ministre a dit qu'il était disposé à examiner certaines des suggestions qui lui étaient faites. Il est évident qu'il en sera encore ainsi à l'avenir.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE MODIFIER SA POLITIQUE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, si la glose était une panacée économique, le ministre aurait réglé tous les problèmes économiques des Canadiens depuis bien longtemps. Le ministre des Finances a fait allusion au fait que les banques allaient aider les propriétaires. Cette proposition, je tiens à le lui rappeler, a déjà été repoussée par les banques. Les gens qui devront renouveler leur hypothèque cette année ou l'année prochaine, devront absorber une hausse de loyer de \$200 à \$300 par mois et compte tenu du fait que, depuis août seulement, 50,000 personnes ont été licenciées, quand le gouvernement va-t-il abandonner sa vieille politique et commencer à écouter les Canadiens?

Des voix: Bravo!

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, comme tout le monde sait, le budget renferme des mesures destinées à aider les propriétaires qui doivent renouveler leur hypothèque à traverser cette passe difficile. Depuis, les taux d'intérêt ont diminué de beaucoup: six points au cours des derniers mois. De toute évidence, la situation s'améliore. Si le gouvernement estime qu'il est nécessaire de leur accorder plus d'aide, le ministre des Finances l'annoncera en temps opportun.

L'ORIENTATION DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je voudrais reposer la question au ministre. En dépit d'une certaine baisse des taux d'intérêt, les gens qui renouvellent une hypothèque devront payer un supplément de \$200 à \$300 par mois, ce qui se traduira par une diminution de \$200 à \$300 par mois de leur niveau de vie. Comme on a justement prévu dans le budget une aggravation du chômage pour 1982, 1983 et 1984, sans que l'on ait décidé de réorienter la politique économique, le gouvernement envisage-t-il de prêter une oreille attentive au public ou va-t-il se contenter de suivre les traces de Margaret Thatcher du Royaume-Uni?

Des voix: Bravo!

● (1430)

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, naturellement, le ministre des Finances était au courant de tous ces faits au moment où il a rédigé son budget. Il savait également qu'un grand nombre de personnes ont vu leur salaire augmenter et qu'il y en a également beaucoup qui

ne pouvaient pas acheter de maisons de sorte qu'ils n'ont pas à renouveler d'hypothèques. Il ne faudrait pas que ces gens-là soient pénalisés parce que, contrairement à d'autres, ils n'ont pas décidé d'acheter une maison. Un bon nombre d'entre eux nous diront que si les taux d'intérêt devaient continuer à décroître, ils seront dans une bien meilleure position pour faire face à leur problème.

M. McDermid: Sauf ceux qui ont renouvelé leur hypothèque à 21 p. 100.

M. Pepin: D'une manière générale le gouvernement cherche à réduire les taux d'intérêt. La poursuite de cet objectif nuit, constatons-nous, à un certain nombre de personnes mais, d'une façon générale, je crois que les Canadiens approuvent les objectifs fixés dans le budget.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES FORÊTS

L'AIDE DEMANDÉE POUR LE SECTEUR FORESTIER

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. On estime que d'ici la fin de l'année l'activité dans le secteur forestier de notre pays aura baissé de 50 p. 100, ce qui risque de causer la mise en chômage de 300,000 personnes travaillant directement ou indirectement dans ce secteur pendant pratiquement toute l'année prochaine. Étant donné que ce phénomène est directement imputable à la politique de négligence délibérée du gouvernement, à sa politique d'argent cher et à sa politique budgétaire dont il nous a fait part récemment, le ministre qui aime à croire dans les grandes initiatives pourrait-il me dire si la ponction de quatre milliards de dollars dans la caisse de développement de l'Ouest est un des grands programmes qu'il a prévus pour venir en aide à cette industrie en proie à un problème très grave? D'où tirera-t-il cet argent pour entreprendre ce qu'il dit vouloir faire pour ce secteur, à savoir trouver de nouveaux marchés et assurer une base de ressources s'il n'y a plus d'argent dans cette caisse?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, si je me souviens bien, le budget établit certaines grandes orientations quant à l'utilisation des fonds de la caisse de développement de l'Ouest.

Des voix: Où se trouve-t-elle donc?

M. Gray: Pour en revenir plus précisément à la question du député, il semble oublier le fait que les difficultés du secteur forestier dans tout le pays sont principalement attribuables au déclin de la construction aux États-Unis et aux taux d'intérêt, facteurs sur lesquels notre gouvernement n'exerce aucun contrôle bien que—comme je l'ai fait remarquer par le passé—de nombreux députés de l'opposition officielle aient beaucoup apprécié—semble-t-il—à l'origine les programmes mis en œuvre par l'administration Reagan aux États-Unis.